

Le retour de la Realpolitik au Moyen-Orient : du triumvirat Russie-Iran-Turquie à la convergence israélo-saoudienne



Alexandre del Valle revient sur le sommet de Sotchi dédié à la résolution politique la crise syrienne, et sur le rapprochement spectaculaire entre l'Arabie saoudite et Israël sur fond de lutte commune contre la République islamique iranienne et le Hezbollah.

Avec Alexandre Del Valle

Lors du sommet tenu mercredi dernier à Sotchi (Sud de la Russie), Vladimir Poutine a reçu ses homologues turcs Recep Tayyip Erdogan et iranien Hassan Rohani pour évoquer l'avenir de la Syrie. Le Président russe a appelé à construire des « axes de l'ordre » composés d'Etats souverains « partenaires » face à l'« axe du Bien et du Mal » manichéen cher aux Occidentaux qui ont accentué l'instabilité du monde de l'après-guerre froide. L'idée est d'assumer une Realpolitik puis de favoriser les coopérations pragmatiques au niveau régional dans le cadre d'un monde multipolaire décrit et vanté comme tel par le chef du Kremlin. Le but de la réunion de Sotchi était de préparer les rencontres à venir dites du format d'Astana, prévues le 12 décembre prochain, entre le triumvirat « vainqueur de Da'ech et d'al-Nosra », destinées à préparer une solution politique pour la Syrie de l'après-guerre.

Dans cette même logique « multipolaire », ces trois composantes de « l'axe de l'ordre » proche-oriental ont convenu que l'objectif des zones de désescalade en Syrie (provisoires) était, à terme, « la pleine indépendance de la Syrie ». En réalité, toute la question est de savoir de quelle opposition il s'agira, sachant que le Congrès du dialogue national syrien de décembre prochain devra être étudié par l'Iran, la Russie et la Turquie. Cette dernière reste le parrain des rebelles islamistes syriens sunnites et demeure totalement opposée à la participation des forces kurdes de Syrie aux négociations, ce que le Président Erdogan a bien souligné lors du sommet en pointant du doigt les « éléments terroristes qui s'attaquent à la sécurité nationale de notre pays et à l'intégrité territoriale de la Syrie ». De son côté, Vladimir Poutine, qui sait transformer un obstacle en opportunité stratégique, escompte monnayer chèrement l'abandon des Kurdes de Syrie, en échange d'une reconnaissance de la légitimité d'Assad par la Turquie.

L'autre pierre d'achoppement concerne le choix des opposants arabes syriens légitimes : L'Occident ne reconnaît vraiment que les opposants dits de la « délégation de Riyad », c'est-à-dire essentiellement les forces sunnites islamistes du « Haut comité des Négociations » (majoritairement islamiste) liées au Conseil National Syrien. C'est cette opposition sunnite violemment hostile à Bachar al-Assad a été accueillie à Riyad afin de préparer les négociations de paix de Genève qui reprendront le 28 novembre prochain sous l'égide des Nations unies. Alors que l'opposition privilégiée par la Russie (délégations de Astana, de Moscou et du Caire) accepte de négocier sans faire du départ de Bachar une condition, les représentants de l'opposition pro-saoudienne, également reconnus par l'ONU et les Occidentaux, demeurent arc-boutés sur l'exigence du départ d'Assad.

L'étrange rencontre Assad-Poutine

Rappelons que deux jours avant la réunion tripartite sur la Syrie, le lundi 20 novembre, Vladimir Poutine a reçu à Sotchi le président syrien Bachar Al-Assad, officiellement pour une « visite de travail », en réalité pour pousser Assad, qui veut rester au pouvoir le plus longtemps possible, à accepter un règlement politique « à long terme ». Pour le président russe, qui a affirmé que l'opération militaire russe touche à sa fin, veut accélérer le passage à l'étape suivante, politique, ceci en amont des négociations de paix qui doivent reprendre à Genève, le 28 novembre, sous l'égide des Nations unies et sont censées, selon lui, traduire en termes diplomatiques et politiques les nouveaux rapports de forces constatés sur le terrain. Le but est de poursuivre, aux côtés de la Turquie et de l'Iran, les pourparlers d'Astana qui ont déjà fait leur preuve, contrairement aux rencontres de Genève, puisqu'ils ont abouti à réduire les affrontements grâce à la création de quatre « zones de désescalade » en Syrie qui ont permis aux humanitaires de faire parvenir des vivres et des secours puis aux combattants rebelles sunnites des villages repris par Damas de partir. L'entente entre, d'un côté, la Russie et l'Iran, qui soutiennent chacun à sa manière le régime de Damas, et, de l'autre, de la Turquie, qui appuie les rebelles sunnites obsédés au contraire par son renversement, peut paraître paradoxale, même si Ankara a mis en sourdine ces derniers mois ses critiques les plus dures à l'endroit du régime de Damas. Toutefois, la nature extrêmement pragmatique et cynique de cette entente a bien plus contribué à la déconfliction que toutes les leçons de morale occidentales. Malgré leurs positions contradictoires, la Turquie et la Russie, qui ont traversé une grave crise diplomatique après que l'aviation turque eut détruit en novembre 2015 un appareil russe au-dessus de la frontière syrienne, ont su mettre leurs différends de côté pour coopérer de façon efficace sur le dossier syrien, chacun négociant avec les autres la préservation de ses intérêts et profondeur stratégiques. C'est dans ce cadre que la Turquie a déployé des troupes notamment dans la province rebelle d'Idleb (nord-ouest).

Dans ce contexte, on peut analyser la visite de Bachar en Russie non pas comme une visite amicale mais comme une « convocation » du leader syrien par Vladimir Poutine. Ce dernier s'est en effet ironiquement « félicité » du fait que Bachar al-Assad allait « soutenir l'initiative russe et internationale visant à contribuer à un règlement politique de la crise en acceptant notamment des négociations entre l'opposition et le régime »... En fait, cette volonté de trouver une solution politique inclusive n'est en fait pas du tout du goût du dictateur syrien, comme le rappelle à juste titre l'opposante syrienne Randa Kassis (auteur du Chaos syrien), car Bachar préfère largement l'agenda iranien visant à le maintenir en place et à refuser de donner des gages à la vraie opposition au régime de Damas. Peu relatée dans les médias occidentaux, souvent très manichéens, la divergence entre Russes et Iraniens quant à l'avenir de Assad et à la nature de la Syrie post-guerre civile est pourtant un enjeu important des tractations au sein du triumvirat turco-irano-russe décidé à régler le problème syrien sans les Occidentaux, vus comme des forces de déstabilisation.

A la différence de Téhéran, en froid avec l'Administration Trump et en guerre larvée avec Israël et les monarchies sunnites du Golfe (excepté la Qatar), la Russie tient à trouver une solution qui associerait une partie de l'opposition syrienne. Et elle accepte l'éventualité de remplacer à termes, le président syrien Bachar al-Assad, tandis que Téhéran n'a aucune autre option sur la table. Dans ce contexte de recherche d'une solution pragmatique, Moscou coopère étroitement avec la Turquie d'Erdogan, qui soutient certes l'opposition sunnite islamiste syrienne, mais dont le concours cynique (en échange du renoncement à appuyer les dessins sécessionnistes kurdes), vise à accélérer la reprise de nombreuses places-fortes des jihadistes. Moscou a d'ailleurs accepté depuis le début de la guerre de laisser Occidentaux soutenir militairement et politiquement les forces kurdes du PYD (et YPG) puis du FDS, ces deux parties ayant activement participé à la lutte contre Da'esh en Irak et en Syrie (Rawka). Poutine a même activement échangé ces derniers jours tant avec Recep Tayyip Erdogan que Donald Trump, ce que l'Iran n'est pas en mesure de faire étant donné son isolement. La réalité est que Bachar al-Assad joue en ce moment bien plus la carte des Iraniens, qui voudraient faire capoter les pourparlers de Sotchi et Genève, que celle des Russes, qui l'ont certes sauvé face aux jihadistes, mais dont l'agenda syrien ne se limite pas à sauver sa peau. Le vrai objectif stratégique des Russes en Syrie consiste en fait à trouver une solution pragmatique qui donnera certes des garanties aux forces pro-russes et pro-iraniennes en Syrie, mais aussi aux forces d'opposition liées aux autres parties, y compris les rebelles sunnites. Et cela impliquera de remplacer tôt ou tard Bachar al-Assad par un autre leader favorable à Moscou mais acceptable par l'opposition.

Le renforcement de la présence de Téhéran en Syrie : le casus belli avec l'Arabie saoudite

Alors que Vladimir Poutine a proclamé la fin imminente de la guerre en Syrie après la reprise de villes tenues par Da'esh, le chef d'État iranien, Hassan Rohani et son charismatique et intrigant général Kassem Soleimani, qui commande les opérations des Gardiens de la Révolution islamique en dehors de l'Iran, dans le « chiitistan » libano-syrien, ont quant à eux proclamé depuis Téhéran, mardi 21 novembre, la veille d'une réunion entre la Russie, l'Iran et la Turquie à Moscou, « la fin de l'EI en Irak et en Syrie ». Rappelons que Kassem Soleimani est un véritable héros national en Iran, où on le considère comme l'artisan du recul de l'EI dans l'Irak voisin, et que plus d'un millier de Pasdarans, dont de hauts commandants, ont été tués en Syrie et en Irak. Cela veut dire que Téhéran va réclamer ses dividendes de guerre et ne se résignera pas facilement à retirer ses pions de Syrie, ce qui risque de déboucher sur un affrontement déjà imminent avec Israël qui n'acceptera pas qu'une nouvelle zone de front s'ouvre à ses frontières au profit de l'axe chiito-iranien et du Hezbollah. En réalité, pour l'Iran comme pour les autres parties, la guerre n'est pas finie en Syrie, ce qui est attesté par l'envoi de nombreux "conseillers militaires" et de "volontaires" venus combattre les derniers groupes rebelles sunnites et jihadistes retranchés essentiellement dans le sud de la Syrie. Les Occidentaux puis les Israéliens ne veulent pas les voir remplacés par des bases permanentes du Hezbollah et des forces chiites pro-iraniennes.

Dans ce contexte, le risque d'escalade entre Israël et le Hezbollah - qui ne cesse d'élargir sa profondeur stratégique et ses bases en Syrie - a atteint son point culminant depuis la démission du Premier ministre Saad Hariri, et depuis que le chef d'Etat-major de l'armée israélienne, Gadi Eizenkot, a brisé un tabou en s'exprimant directement dans le pure player saoudien Elaph, basé à Londres, pour rappeler que l'Etat juif est sur « la même ligne anti-iranienne que Riyad »... Les derniers événements et rapprochements israélo-saoudien et américano-saoudien ont ainsi confirmé l'intensification de la rivalité géostratégique et religieuse qui oppose d'un côté l'axe irano-chiito-syro-hezbollah avec ses visées hégémoniques sur le croissant chiite Irak-Syrie-Yémen de l'Ouest-Liban-Gaza, et, de l'autre, l'axe sunnite-pro-saoudien et israélo-américain qui ne tolère pas les immixtions de la république islamique iranienne au Liban,

en Syrie, en Irak et au Yémen, sans oublier la pierre d'achoppement du nucléaire iranien. Le chef d'Etat-major de Tsahal n'a d'ailleurs pas hésité à déclarer qu'il voyait dans ces nouvelles alliances et rapprochements –certes amorcés depuis des années - mais renforcés par les révolutions arabes et l'arrivée concomitante de MBS en Saoudie et de Trump aux Etats-Unis, une « *opportunité pour une nouvelle coalition internationale dans la région. Il devrait y avoir un plan régional majeur pour stopper la menace iranienne* ». Le chef de Tsahal n'a pas non plus fait mystère du fait qu'Israël est disposé à *partager des « expériences et renseignements avec les pays arabes modérés pour affronter l'Iran ».*

Ces propos font évidemment échos à ceux du belliqueux prince-héritier saoudien Mohammed ben Salmane (MBS), qui a déclaré une guerre totale à l'Iran et à ses alliés. Ceci explique d'ailleurs le « recadrage » très médiatisé du premier ministre libanais Saad Hariri, qui a été « démissionné » MBS et qui a été sommé de « choisir son camp » en faisant une profession de foi anti-iranienne et anti-Hezbollah, ceci dans le cadre d'une purge sans précédent entreprise par le prince saoudien à l'encontre de tous ceux qui font obstacle à son ambition et sa politique interne et externe. Ce spectaculaire rapprochement israélo-saoudien serait, selon certains observateurs, le signe avant-coureur d'une intervention militaire israélienne (appuyée par Riyad et bénie par le camp sunnite en général) contre le Hezbollah libanais et ses alliés chiites irako-iraniens présents en Syrie, désormais bien trop prêts de la frontière israélienne et désireux de progresser toujours plus au sud. Cet axe « sioniste-saoudien » apparemment contre-nature, a été fustigé par le chef du Hezbollah libanais, Hassan Nasrallah, qui l'a accusé de préparer une nouvelle « destruction du Liban ». En réalité, les experts prévoient plutôt une attaque israélienne en Syrie sur les bases du Hezbollah et non pas sur le Liban, du moins pour le moment, puisque la politique d'Israël depuis le début de la guerre civile syrienne a été de frapper ponctuellement les bases arrière du Hezbollah libanais présentes sur le territoire syrien et susceptibles de renforcer la milice-parti dans son action contre l'Etat hébreu.

Il est vrai que, depuis la « guerre des 33 jours » de 2006, lorsque l'armée israélienne tenta, malgré la réprobation de la « communauté internationale », de réduire le Hezbollah en frappant ses bases au Liban suite à une série d'attaques militaires lancées par ce dernier sur le nord d'Israël, nombre d'observateurs sont persuadés que Tsahal attend l'occasion de « terminer » le travail qui avait été empêché par les pressions internationales exercées sur Israël qui dut mettre fin à ses frappes massives contre le Hezbollah. Tsahal avait d'ailleurs averti à l'époque les dirigeants israéliens que la paix - et donc l'interruption des frappes de Tsahal sur le Hezbollah - allait permettre au mouvement terroriste chiite de se reconstituer et même de se renforcer, ce qui est d'autant plus vrai que la guerre civile syrienne a motivé Téhéran à investir dans l'aide au Hezbollah. Ce dernier disposerait aujourd'hui, malgré la mort au combat de milliers de miliciens chiites hezbollahis, de 100 000 à 130 000 roquettes, c'est-à-dire dix fois plus qu'en 2006, et environ de 20 000 combattants et presque autant de réservistes, par ailleurs aguerris en Syrie et ayant reçu d'importants stocks d'armements de la part de leurs alliés iraniens. Certes, le fait que les faucons du gouvernement Netanyahu laissent entendre que le sort du Hezbollah devra être définitivement réglé tôt ou tard, ne signifie pas que les militaires israéliens aient reçu des ordres allant dans ce sens. Ce qui fera basculer l'armée en faveur du camp des faucons sera l'issue de la guerre civile syrienne et la progression des forces chiito-irano-hezbollahis en Syrie dans le cadre de la reconquête en cours sur les bases jihadistes. Il est clair que *si l'armée syrienne et ses alliés du Hezbollah prennent le contrôle* de la province syrienne de Kuneitra, sur le plateau du Golan, qui touche la ligne de l'armistice entre Israël et la Syrie, l'armée israélienne qui y verra une agression directe et comme une *nouvelle ligne de front, devra réagir, et des échanges de tirs pourront dégénérer en conflit général.*

L'intérêt du Hezbollah n'est cependant pas de provoquer l'Etat hébreu comme en 2006, car à la différence de la dernière fois, l'axe sunnite arabe est plutôt sur la même ligne que celle des faucons israéliens et si une guerre a lieu, Israël a déjà averti qu'il frappera bien plus fort et devra raser une partie du Liban, notamment les quartiers chiites de Beyrouth, une partie de la Bekaa et du Liban sud tenus par le Hezbollah, ainsi que les bases arrière du mouvement libanais en Syrie. Ceci serait par ailleurs perçu favorablement par les rebelles syriens sunnites islamistes pris en tenailles entre les forces syriennes pro-régime, l'aviation russe, les Kurdes au nord et les milliers de miliciens chiites. Ceci serait difficilement acceptable par Moscou qui ne pourrait pas accepter un recul des forces progouvernementales et un retour des rebelles sunnites pro-saoudiens dans les zones de conflits au sud de la Syrie. En fait, si Israël voulait en finir avec le Hezbollah, on sait que l'Etat hébreu subirait en retour des attaques de roquettes et missiles bien plus violentes et meurtrières pour les civils israéliens que durant la guerre de 2006, le Hezbollah disposant *d'ogives de 400 kilos pouvant toucher le centre de Tel-Aviv et même l'aéroport Ben Gourion, perspective à laquelle la société israélienne n'est pas prête. Par ailleurs, du côté saoudien, la politique belliqueuse du prince Ben Salmane en Syrie (via les jihadistes sunnites) et au Yémen (dans le cadre de la guerre directe contre les rebelles chiites houtistes pro-iraniens) est un véritable fiasco stratégique, tandis que le coup de force contre le Qatar, secouru par la Turquie et son armée, n'a pas abouti aux résultats escomptés. Et l'escalade avec l'Iran est une voie périlleuse pour l'Arabie saoudite. Enfin, un conflit Israël-Liban n'aboutirait qu'à relégitimer le Hezbollah chiite auprès de la « rue arabe », y compris en Arabie saoudite, où la convergence, voire la coopération avec Israël contre l'axe irano-hezbollah seraient assimilées à une impardonnable trahison.*